

CORONAVIRUS ET MANIFESTATION AU CRA DU MESNIL-AMELOT : LE CHOIX DE LA RÉPRESSION AU DÉTRIMENT DE LA PROTECTION

14 avril 2020

Les étrangers enfermés au centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot ont exprimé leur colère dans la nuit de samedi à dimanche 12 avril 2020. Ils sont révoltés d'être privés de liberté dans des conditions indignes et d'être mis en danger. L'administration est dans l'impossibilité de respecter les règles sanitaires de base en période de crise sanitaire du coronavirus. La Cimade demande la fermeture immédiate de tous les CRA.

Depuis le début du confinement, [les intervenant-e-s de La Cimade accompagnent les personnes retenues à distance](#). Selon les témoignages recueillis ce mardi, les étrangers enfermés au CRA du Mesnil-Amelot ont exprimé leur colère samedi 11 avril dans la soirée en refusant de réintégrer les bâtiments. Ils ont sorti les matelas dans la cour et ont souhaité passer la nuit dehors pour manifester leur désaccord avec la poursuite de la politique d'enfermement et d'expulsion menée par le gouvernement.

Deux personnes présentaient des symptômes du covid-19 et ils étaient légitimement inquiets pour leur propre santé. Par ailleurs, ils sont pleinement conscients de l'impossibilité de mettre en œuvre les expulsions et donc du caractère illégal de leur enfermement.

Les récits des événements révèlent une action policière pour mettre fin à la manifestation avec un usage de la force qui paraît disproportionné. Les autorités du CRA ont identifié 8 hommes comme étant les « meneurs » de la manifestation, puis elles les ont isolés et transférés vers d'autres centres de rétention : 3 au CRA de Rouen et 5 au CRA de Lille.

52 personnes étaient enfermées samedi dernier au CRA du Mesnil-Amelot n°2, ce mardi 14 avril elles sont 47. Le CRA n°3 a été fermé par l'administration le 25 mars, elle a préféré regrouper toutes les personnes dans certains bâtiments du CRA n°2 alors qu'il existait la possibilité de prévenir les risques sanitaires de contamination en isolant a minima les personnes.

Cette manifestation de colère légitime au CRA du Mesnil-Amelot intervient alors que déjà trois cas ont été testés positifs au covid-19 au CRA de Paris-Vincennes.

Après nos diverses [interpellations](#) du gouvernement et du ministre de l'intérieur, [la requête rejetée au Conseil d'État le 27 mars](#), les événements de ce week-end appellent La Cimade à demander une nouvelle fois la fermeture immédiate de tous les centres de rétention administrative. Nos raisons sont exactement les mêmes que celles exprimées par les étrangers enfermés : prévenir les risques sanitaires et ne pas enfermer illégalement des personnes que les préfetures ne peuvent pas expulser.

Auteur: [Service communication](#)